Kim Moody revient sur l'histoire des grèves de masses, notamment aux États-Unis, et sur la manière dont la grève générale a été conçue comme l'instrument de lutte par excellence des classes populaires. Il insiste sur l'actualité, dans les sociétés capitalistes contemporaines, de grèves de masse capables, en se muant en grève générale, de bloquer la production et les échanges de marchandises, et ce faisant de changer le rapport de force entre les classes.

Kim Moody est un spécialiste du mouvement syndical et des luttes ouvrières aux États-Unis, ancien directeur de Labour Notes, à la fois réseau de militants syndicaux et revue visant à faire connaître les luttes sociales aux États-Unis et contribuer à leur convergence. Ce texte a été initialement publié sur le site de l'organisation anticapitaliste étatsunienne Solidarity.

***

Inspirés par l'audace du mouvement, les activistes d'Occupy Oakland ont lancé un « appel à la grève générale » dans la ville pour le 2 novembre 2011, illustrant la radicalité du mouvement et sa compréhension des fondements du pouvoir social.

On a reproché aux activistes d'Occupy de ne pas avoir consulté les syndicats. Toutefois, quand bien même ils l'auraient fait, il est très peu probable que de nombreux dirigeants syndicaux auraient accepté d'appeler avec eux à une telle action. Mais le fait le plus important, comme je vais le montrer, est que les grèves générales ou les grèves de masse sont rarement, sinon jamais, le fruit d'un simple « appel » par en haut, sauf à être déjà entamées, et que les grèves qui sont ainsi « appelées » peuvent tout aussi aisément être annulées.

À Oakland, le résultat fut assurément une belle manifestation, avec une dimension de désobéissance civile. La ville a autorisé ses employés à participer. Les membres du syndicat des infirmier•ères (*California Nurses Association*) ont pris des congés maladie pour s'y rendre ; un groupe de dockers membres de l'ILWU les a rejoints à la suite d'un blocage. Si tout cela est resté très éloigné de la grève générale qu'Oakland a connue en 1946 – qui avait surgi dans le contexte du soulèvement ouvrier de l'après-guerre, très différent de l'état désastreux du mouvement syndical d'aujourd'hui – c'est néanmoins l'enjeu de la grève générale, de son utilité qui fut ainsi mise en discussion.

L'idée d'un tel appel à la grève a émergé ces derniers temps parce que des confédérations syndicales ont de fait donné l'exemple. La France, la Grèce, l'Italie, le Portugal et l'Espagne ont toutes récemment connu des grèves générales d'un jour ou deux organisées par des confédérations syndicales contre l'austérité qui s'impose presque partout en Europe. Des grèves plus longues ont joué un rôle dans les printemps arabes de Tunisie et d'Égypte.

Plus près de nous, au milieu du soulèvement de 2011 dans le Wisconsin, la fédération syndicale de Madison avait mis en débat l'éventualité d'une grève générale. À vrai dire, il aurait été étonnant que cette puissante idée n'émerge pas alors que la grande récession et la crise en cours du capitalisme ont déclenché une guerre globale contre la classe laborieuse. C'est pourquoi il importe de revenir sur l'importance de cette idée et sur la manière dont les grèves de masse se déroulent réellement.

La puissance d'une idée

L'idée d'un retrait massif du travail, d'une grève générale, est en effet puissante et vient de

très loin. On se souvient, par exemple, de la grève chartiste de 1842 en faveur du suffrage universel et d'autres revendications sociales. W.E.B. DuBois qualifia de première grève générale étatsunienne la fuite en masse d'esclaves hors des plantations du Sud lors de la guerre civile. Cette grève de masse des esclaves fut cruciale pour la victoire du Nord et l'émancipation. Aucune de ces grèves, cependant, ne fut « appelée » par quelque état-major que ce soit[1].

Pour les syndicalistes révolutionnaires et certains socialistes du début du 20e siècle, la grève générale devait constituer le point culminant de la lutte de classe, qui s'exacerbait à l'époque. En 1906, dans la Charte d'Amiens, les syndicalistes français mirent cette idée au centre du processus révolutionnaire. Ils envisageaient une succession d'évènements au cours desquels des grèves lancées par divers syndicats séparément culmineraient dans un arrêt de travail général d'une journée, provoquant une crise révolutionnaire qui serait suivie d'une grève générale continue paralysant le capitalisme aussi bien que l'État.

Les *Industrial Workers of the World* (IWW) reprirent cette idée, Big Bill Haywood et Joseph Ettor écrivant : *« la grève générale est le moyen par lequel le système capitaliste sera renversé »*. En conséquence de ce *« blocage général de la classe patronale […], le contrôle de l'industrie passera des capitalistes aux masses et les capitalistes disparaîtront de la surface de la terre »*[2].

Pour ces révolutionnaires, il ne s'agissait pas d'une idée utopique. Ils avaient observé une série de grèves de masse en Belgique et à Genève en 1902, à Barcelone, à Bilbao et en Hollande en 1903 et, bien entendu, la grève de masse en Russie qui avait failli renverser le régime tsariste en 1905[3] – même si, bien sûr, les capitalistes n'avaient pas disparu.

Comme l'expliquait une brochure syndicale allemande de 1905, la grève générale était la *« nouvelle arme du prolétariat en lutte »,* pour au moins deux raisons liées à l'histoire. Tout d'abord, la révolution sur les barricades, comme en 1848, était devenue impossible dans les villes modernes aux larges avenues, sans parler des avancées de la technologie militaire qui étaient déjà manifestes à l'époque. À l'inverse, on imaginait qu'un arrêt de travail national ou même international pourrait submerger l'armée au point de la briser.

Ensuite, l' *« industrie moderne, caractérisée par la complexité et la division du travail extrêmement poussée est tout sauf adaptée pour contrer une grève générale »,* y compris une grève générale initiée par une minorité de la classe ouvrière[4]. Cela pourrait bien être encore plus vrai de nos jours avec la production à flux tendu et les systèmes logistiques intégrés dont une partie importante de la production et de la distribution dépendent.

Le principe de la grève générale fut aussi discuté dans les partis socialistes de la Deuxième internationale, où il fit l'objet de davantage de controverses. On reviendra plus loin sur la contribution décisive de Rosa Luxemburg à ce débat.

L'idée de la grève générale est donc puissante précisément parce qu'un retrait massif et prolongé du travail peut contraindre une ville capitaliste, voire une économie entière, à s'arrêter. Ce bref aperçu de la grève générale de 1934 à San Francisco permet de l'illustrer :

« Les grandes usines étaient vides, désertées. Plus un tramway ne roulait. La quasi totalité des magasins étaient fermés. L'immense machine commerciale ressemblait à un mastodonte inanimé et impuissant ».

« Les travailleurs s'étaient retirés. Vidées de leur fluide vital, les boutiques et les usines étaient réduites à une structure silencieuse qui représentait des millions de dollars d'investissements. Sans les travailleurs, la machine géante se muait en bric-à-brac silencieux »[5].

La grève de San Francisco fut, avec celles de Minneapolis et Toledo, l'une des trois grandes grèves urbaines qui acquirent un caractère de masse, sinon général, en 1934 et alimentèrent la croissance des syndicats et des organisations socialistes. Une telle grève de masse manifeste la réalité de la classe ouvrière comme classe et le pouvoir qu'elle peut exercer. Elle engendre aussi une sorte d'euphorie et, au moins là où elle a le temps d'infuser, étend et approfondit la conscience de classe. La grève générale est une idée puissante parce qu'elle est potentiellement, comme les syndicalistes le pensaient, une arme redoutable entre les mains de la classe ouvrière.

Néanmoins, « potentiellement » est ici le terme clé. Les grèves que nous avons connues en Europe ces dernières années atteignent rarement ce potentiel car elles sont généralement limitées à un ou deux jours, ou bien s'inscrivent dans une série de journées de grève ponctuelles initiées ou « mises en scène » par en haut. Écrivant depuis Montpellier, dans le sud de la France, à propos des grèves de masse de 2010, Richard Greeman exprimait « un sentiment décourageant de *déjà vu* » car « les syndicats avaient déjà utilisé les mêmes tactiques dilatoires d'arrêts de travail à répétition dans le secteur public en 2009, laissant le gouvernement attendre l'heure où les congés d'été verraient les Français partir en vacances »[6].

Les pouvoirs en place ont appris à surmonter ces brèves démonstrations de la force potentielle de la classe laborieuse. Celles-ci ne provoquent plus de nos jours la crise politique qu'imaginaient les syndicalistes d'hier. À l'inverse, note Greeman, quand la grève de 1995 dans le secteur public s'est radicalisée, elle *« paralysa la France pendant deux mois… contraignant le gouvernement conservateur à retirer sa réforme impopulaire de la Sécurité sociale ».*

En réalité, l'impact fut international. Alors que je visitais une usine General Motors-Opel dans l'est de l'Allemagne, l'été suivant, on m'apprit que l'usine avait dû fermer pendant les grèves en France parce que certaines pièces, fabriquées en Espagne, n'avaient pas pu traverser la France par le train – une démonstration de la fragilité de l'« industrie moderne ».

Si les grèves d'une journée que nous connaissons aujourd'hui ont moins de force que les blocages de longue durée de 1995, elles sont bien plus loin encore de l'impact qu'a eu la grève générale de 1968 en France. Cette grève de masse fut finalement soutenue, mais sûrement pas « appelée » par la CGT sous tutelle communiste, ni même par la CFDT plus radicale, et ce alors qu'elle était déjà bien entamée. Les dirigeants syndicaux avaient compris que leurs militants feraient mieux de *« nager avec le courant »*, comme Daniel Singer l'écrivit alors.

Précédées de grandes grèves en 1967, les grèves de 1968 débutèrent le 13 mai à l'usine Sud-Aviation, près de Nantes, où les ouvriers réclamaient une hausse de salaire en compensation des pertes de revenus causées par une réduction des heures de travail. Singer écrit : *« La grève ne fut pas lancée par les syndicats, mais déclenchée par de jeunes ouvriers qui occupèrent l'usine et séquestrèrent le directeur ».* Le 15 mai, les ouvriers de Renault, près de Rouen, se mirent en grève. Le lendemain, les travailleurs de chez Renault partout en France les rejoignirent ; le 17, les débrayages s'étendaient aux industries

mécanique et chimique, et ainsi de suite. La grève de masse convergea avec le mouvement étudiant, produisant une situation révolutionnaire selon Singer[7].

En résumé, il existe deux types très différents de « grèves générales » : d'une part, celles qui sont « convoquées » par les états-majors syndicaux, généralement pour une journée, et qui peuvent facilement être annulées ; d'autre part, celles qui sont impulsées par une lutte spécifique et se diffusent ensuite en raison de circonstances particulières ou de problèmes partagés par de larges fractions de la classe laborieuse[8].

Les grèves qui se déroulent à travers l'Europe méditerranéenne aujourd'hui sont du premier type et sont en général incapables de mettre un coup d'arrêt à l'austérité, même quand le gouvernement change. La grève de masse plus étendue et incontrôlable est bien plus rare pour le moment, mais elle ne peut assurément pas être écartée étant donné les circonstances terribles auxquelles les travailleurs doivent partout faire face. Dès lors, la question se pose : comment un tel processus se développe-t-il ?

Rosa Luxemburg et la grève de masse

Les grèves de masse qui ont porté la révolution russe de 1905 ont déclenché un débat sur la grève générale dans le mouvement socialiste européen. Dans *Grèves de masse, parti et syndicat*, Rosa Luxemburg a critiqué de manière acérée les conceptions anarchiste et syndicale de la grève générale comme relevant autant de la panacée utopique que du substitut à l'organisation politique.

Elle défendait son point de vue à la fois contre ceux qui pensaient qu'on pouvait simplement *« déclencher […] en Allemagne la grève de masse à un jour déterminé du calendrier »*[9] et contre les dirigeants syndicaux qui entendaient *« liquider définitivement le problème de la grève de masse »* en interdisant toute discussion à son sujet. *« L'une et l'autre tendances partent de l'idée commune et absolument anarchiste que la grève de masse n'est qu'une arme purement technique qui pourrait à volonté, selon qu'on le juge utile, être "décidée" ou inversement "interdite" »*[10].

Luxemburg s'appuyait sur l'expérience récente de la révolution russe pour faire remarquer que ces évènements de grande envergure avaient peu de rapports avec la propagande anarchisante, la direction centralisée du parti social-démocrate ou encore avec les directions syndicales. Elle semble ainsi avoir choisi le terme de « grève de masse » pour distinguer son analyse des conceptions anarchiste et social-démocrate de la « grève générale », tout aussi mécanistes l'une que l'autre. Elle écrit :

« La révolution russe nous apprend donc une chose : c'est que la grève de masse n'est ni "fabriquée" artificiellement ni "décidée", ou "propagée", dans un éther immatériel et abstrait, mais qu'elle est un phénomène historique résultant à un certain moment d'une situation sociale à partir d'une nécessité historique »[11].

En mettant de côté la notion d'« inévitabilité », courante dans la pensée de la social-démocratie allemande à cette époque, il apparaît que c'est bien l'expérience vécue par de larges sections de la classe et l'histoire spécifique de ce mouvement qui ont propulsé la vague des grèves de 1905. Luxemburg l'explique en les resituant avec précision dans une séquence historique qui remonte aux grèves essentiellement « économiques » des années antérieures, en 1904, 1902 et même 1896-97 dans le textile.

Comme le raconte Rosa Luxemburg, c'est le licenciement de deux ouvriers de l'usine

Poutilov, en raison de leur appartenance à un syndicat soutenu par l'État (« Zoubatov »), qui fut le point de départ la grande grève de Saint-Pétersbourg en 1905. Les agitateurs social-démocrates jouèrent un rôle dans l'extension de la grève, mais *« L'agitation qui animait les ateliers de Poutilov gagna rapidement les autres usines et, quelques jours après, 140 000 ouvriers étaient en grève »*[12].

Une sanction disciplinaire visant deux ouvriers avait servi de *« prologue »* à *« la plus puissante révolution des temps modernes ».* Il n'y avait pas *« ni de plan préalable, ni d'action organisée »*, mais *« partout c'est la solidarité révolutionnaire avec le prolétariat de Saint-Pétersbourg qui fut expressément désignée comme le motif et le but de la grève générale »*[13].

Trotsky situe le déclenchement des grèves de 1905 à Moscou dans la grève des typographes qui exigeaient d'être payés pour les signes de ponctuation – *« on commençait par des signes de ponctuation et l'on devait, en fin de compte, jeter à bas l'absolutisme »*[14]. Écrivant à propos de la France en 1968, Singer formule une idée similaire : *« dans chaque usine, et même dans chaque atelier, dans chaque établissement, dans chaque bureau, elle a ses propres racines, son arrière-fond spécifique, ses particularités »*, *« chaque arrêt de travail se nourrissant des précédents et influençant les prochains »*[15].

Une sanction disciplinaire des plus habituelles et un conflit pour le paiement des signes de ponctuation entraînèrent des grèves de solidarité massives qui, en raison de l'affrontement inévitable avec le pouvoir tsariste, se transformèrent en grèves politiques et même révolutionnaires. La guerre, les privations et la répression avaient rendu possible (mais aucunement inévitable) une grève de masse dans l'empire tsariste, mais c'est l'étincelle créée au moment opportun par un groupe de 12 000 ouvriers à Saint-Pétersbourg, et un nombre inférieur à Moscou, qui déclencha le mouvement. Quelques jours furent nécessaires pour que celui-ci se déploie, même à Saint-Pétersbourg, ce qui témoigne du fait que d'autres groupes de travailleurs durent faire en conscience le choix de se joindre au mouvement. Des semaines furent nécessaires pour que le mouvement se propage à travers l'empire.

Nous ne connaissons pas le processus exact, mais Luxembourg indique que *« l'appel des partis avait peine à suivre les soulèvements spontanés de la masse »*[16]. Les révolutionnaires professionnels ne jouèrent un rôle dirigeant qu'ensuite. Il ne s'agit bien sûr pas de dire que ces militants ne contribuèrent pas à la propagation des grèves – sans action humaine, sans l'intervention des travailleurs les plus conscients ou les plus audacieux, aucune grève de masse n'est « inévitable ». Il s'agit plutôt de souligner que le tremblement de terre que représenta cet événement ne fut nullement le fruit d'un « appel » à la grève de quelque autorité organisée que ce soit, parti politique ou syndicat.

Pour les organisations politiques et syndicales, la grève se présente comme une opportunité, indépendante de leur volonté, de proposer une direction et de se développer. Les syndicats aux États-Unis, par exemple, ont connu une croissance substantielle en 1886, 1919, 1934 et 1946, dans le sillage de vagues de grèves. De même, les organisations politiques radicales purent se développer en 1877 et en 1934, alors qu'en 1886 et en 1919 une sévère répression empêcha la croissance du mouvement socialiste et qu'en 1946 la Guerre froide naissante obstrua les perspectives radicales.

Les grèves de masse aux États-Unis

Si même les débrayages disciplinés d'une journée en Europe ou, dans le même registre et

plus proches d'ici, les journées d'action ontariennes de 1995-96, semblent à des années-lumière de ce qu'il est possible d'atteindre aux États-Unis de nos jours, des événements tels que 1905 en Russie ou 1968 en France paraissent également débarquer d'une autre planète. En réalité, il existe une histoire des grèves générales ou de masse aux États-Unis qui peut nous enseigner quelques leçons en ces temps de crise capitaliste. Nous avons déjà évoqué la grève des esclaves pendant la guerre civile ; ici nous aborderons brièvement les grèves de masse de 1877, 1886, 1919 et 1946.

La première véritable grève de masse de travailleurs salariés a éclaté dans le pays en juillet 1877. Son point de départ fut la mobilisation d'un groupe de cheminots à Martinsburg, en Virginie Occidentale, contre une coupe de 10 % dans leur salaire et la réorganisation du travail sur la ligne Baltimore-Ohio. Malgré l'intervention de la police et de la garde nationale toute proche, la grève ne fit que s'étendre. Elle avait été précédée par des arrêts de travail en 1873-74, mais cette fois-ci elle se propagea dans le pays via le nouveau réseau de chemin de fer transcontinental du pays – le mouvement était ainsi facilité par une nouvelle technologie.

Les syndicats du rail, les « fraternités », avaient presque disparu et, en tous cas, ne jouèrent aucun rôle dans le déclenchement ou la diffusion de ce qui devint une quasi insurrection dans plusieurs villes. C'est en fait au cours même de la grève que les travailleurs créèrent leur nouveau syndicat, baptisé simplement le syndicat des cheminots (*Trainmen's Union*). Mais même ce nouveau syndicat ne dirigeait pas le mouvement. De surcroît, la grève entraîna dans son sillage des ouvriers de nombreuses autres industries[17]. Comme l'écrit un des nombreux journaux ouvriers de l'époque :

« Il n'y a pas eu d'action concertée. La grève s'est propagée parce que les travailleurs de Pittsburgh ressentaient la même oppression que les travailleurs de Virginie Occidentale, et il en fut de même avec les travailleurs de Chicago et de Saint Louis »[18].

Même après le recours massif à la force par les autorités locales et de l'État, le « Grand soulèvement », comme on en vint à l'appeler, ne fut finalement brisé que par le recours aux troupes fédérales.

La grève générale la plus célèbre des États-Unis est sans aucun doute la grève du 1er mai 1886 pour la journée de 8 heures. Elle avait été lancée par l'AFL (*American Federation of Labor*), qui venait tout juste de se créer, sous la forme d'une grève d'une journée. De ce point de vue, on pourrait la rapprocher des récentes grèves d'une journée en Europe, mais cette comparaison serait trompeuse. Elle intervint dans un contexte d'accélération de l'activité gréviste et de larges mobilisations locales pour créer des partis ouvriers. Le nombre de grèves s'était élevé d'une moyenne de 450 par an entre 1881 et 1884 à 645 en 1885, puis à 1 432 en 1886 – l'année de la grève générale – et 1 436 en 1887.

Jusqu'en 1886, près des deux tiers des grèves portaient sur les salaires. La proportion chute à 63 % en 1886. La même année, seulement 53,3 % des grèves avaient été impulsées par un syndicat[19]. La forte proportion de grèves non déclenchées par un syndicat était assez typique du début des années 1880, mais peut aussi être attribuée à la façon dont se déroula la grève du 1er mai. D'un côté, elle s'inscrivait dans la continuité de la vague de grèves de la fin de l'année 1885, qui portait pour l'essentiel sur le temps de travail, l'organisation du travail et les abus patronaux[20]. De l'autre, elle prolongeait le large mouvement pour les 8 heures qui débuta par de grandes grèves dans les années 1860 et 1870 et qui, à la fin des années 1880, impliquait quasiment l'ensemble du mouvement ouvrier.

Certes, l'AFL avait appelé à un arrêt de travail généralisé pour le 1er mai afin d'imposer la journée de huit heures aux employeurs, mais si les seuls 138 000 membres de la toute nouvelle fédération avaient fait grève, l'événement aurait été bien moins mémorable. Presque le double de ce nombre firent grève ce 1er mai et, à la fin de la deuxième semaine de mai, quelques 340 000 travailleurs avaient stoppé les machines. La raison en est que des milliers de membres des Chevaliers du Travail, qui comptaient plus d'un demi-million d'adhérents à cette époque, avaient ignoré l'ordre de leurs dirigeants de ne pas se joindre à la grève[21]. D'autres travailleurs non membres de l'AFL se joignirent aussi à la grève.

À Chicago, épicentre de la grève générale, trois centrales syndicales répondirent à la grève : l'AFL, les Chevaliers du Travail et la Centrale syndicale « anarchiste » fondée en 1884 (la *Central Labor Union*). La forte hostilité entre les trois groupes, et particulièrement des deux premiers à l'encontre de la CLU, était si forte que l'AFL et les Chevaliers organisèrent un meeting distinct de celui de la CLU. Néanmoins, des membres des trois groupes manifestèrent et firent grève ensemble le 1er mai[22]. De cette façon, la grève générale de 1886 pour la journée de huit heures fit la démonstration de la puissance d'une classe surmontant ses désaccords politiques à travers l'action commune.

Même s'il ne devait pas y avoir d'autres mouvements de grève d'ampleur nationale aux États-Unis, il y eut encore plusieurs grèves générales locales, couvrant des villes entières, à la fois en 1919 et 1946. La grève générale de 1919, la plus connue, eut lieu à Seattle où elle prit une tonalité révolutionnaire avec la création de conseils de soldats, de marins et d'ouvriers.

Le message qui fut envoyé aux anciens combattants de retour au travail tout comme aux travailleurs non-syndiqués fut le suivant : *« Quelles que soient vos croyances et vos opinions, rejoignez votre syndicat et faites vous reconnaître comme un membre de la grande communauté des ouvriers d'Amérique »*. Une fois encore, la grève de masse rassembla tous les courants de la classe ouvrière alors que les membres des syndicats de métier affiliés à l'AFL agirent de concert avec ceux des syndicats industriels de l'IWW (*Industrial Workers of the World*)[23]. Cette même année, des grèves générales éclatèrent également à Springfield, dans l'Illinois, à Waco au Texas et à Billings, dans le Montana.

Toutes ces grèves générales, comme d'autres plus limitées, commencèrent en solidarité avec un groupe de travailleurs déjà en grève. Le soulèvement de 1919, comme ceux de 1877 et 1886, s'inscrivait dans une vague de grèves qui avait débuté en 1918, avant même que la Première Guerre mondiale prît fin. Les grèves de 1934 évoquées plus haut s'appuyèrent sur l'accélération de l'activité gréviste qui avait commencé en 1933 et allait déboucher sur la vague massive de grèves de 1936-37.

La vague suivante de grèves générales survint en 1946, au milieu d'une formidable croissance de l'activité gréviste qui avait en fait débuté pendant la guerre. Cette année-là, 4,5 millions de travailleurs syndiqués se mirent en grève, la plupart pour des augmentations de salaire. Cette même année, des grèves générales éclatèrent dans six villes : Oakland, en Californie, Houston, au Texas, Stamford, dans le Connecticut, Rochester, dans l'État de New York, et Pittsburgh et Lancaster, en Pennsylvanie. Il s'agissait à chaque fois de grèves de solidarité. Les unions syndicales locales (*Central Labor Councils*) finirent en général par jouer un rôle, mais les grèves démarrèrent sans que personne ne les « appelle »[24].

La grève d'Oakland, par exemple, débuta en soutien aux employés des grands magasins en grève, alors que la police tentait de briser leur mouvement en approvisionnant les

magasins bloqués. Le vétéran socialiste Stan Weir, qui participa à la grève générale d'Oakland, écrivit à ce sujet :

« La grève générale d'Oakland se situait dans le sillage de la vague nationale de grèves. Elle n'avait été "appelée" par personne. […], Des centaines de travailleurs qui passaient par le centre-ville d'Oakland pour aller travailler furent confrontés à une scène où la police encadrait un convoi de camions destinés à briser la grève. […] Les témoins – chauffeurs routiers, conducteurs de bus et passagers – descendirent de leurs véhicules et ne repartirent pas. La ville s'emplit de travailleurs, ils se rassemblèrent […] et ensuite ils s'organisèrent »[25].

Chacune de ces grèves démarra d'une façon différente, mais toutes le firent en solidarité avec des grévistes qui étaient attaqués. La plupart du temps, la question n'était pas de savoir quelle instance officielle avait appelé à la grève, mais quel(s) groupe(s) de travailleurs franchirai(en)t l'étape décisive pour enclencher le mouvement. Tout comme les grèves générales locales de 1919, chacune de ces grèves illustrait les dynamiques que Rosa Luxembourg avait décrites. Chacune d'entre elles prit une dimension politique en s'affrontant aux autorités locales, contribuant parfois dans leur sillage à l'émergence d'une alternative politique. Certaines de ces grèves furent victorieuses, d'autres furent interrompues par les syndicats ou les unions locales, effrayés par la profondeur de la radicalisation ou des affrontements.

Leçons pour aujourd'hui

Les grèves générales et grèves de masse étatsuniennes partagent toutes les mêmes caractéristiques. Premièrement, elles ont surgi dans un contexte plus large de mobilisation ouvrière : en 1877, 1886, 1919 et 1946, elles furent à chaque fois précédées d'une vague grandissante de grèves atteignant des niveaux bien supérieurs à ceux des périodes antérieures. Ces phases de mobilisation furent elles-mêmes le résultat de bouleversements plus profonds, souvent sur le plan de l'organisation du travail et/ou des conditions de vie – et non d'après la plupart des témoignages la simple conséquence de « cycles économiques » (*business cycle*).

Tout commence par un acte de solidarité, jamais coordonné ni même « appelé », mais qui se déploie au fur et à mesure que de plus en plus de monde est informé de la lutte. Parfois, la question est simplement de savoir quel groupe agira ensuite, créant alors un précédent pour le groupe suivant, comme Singer l'a décrit. Paradoxalement, le développement de la grève dépend non pas du premier groupe qui entre dans l'action – les ouvriers de l'usine Poutilov à Saint-Pétersbourg, les typographes moscovites ou les employés d'Oakland n'avaient vraisemblablement aucune intention de diriger une grève générale – mais plutôt de ceux qui leur emboîtent le pas, franchissant l'étape décisive qui permet à la grève de s'étendre.

Bien évidemment, la diffusion de la grève dépend aussi de réseaux préexistants reposant sur les liens de voisinage, les syndicats professionnels, les organisations politiques, les unions locales, etc. Bien qu'il y ait eu de nombreux actes de solidarité de ce type de la part de groupes de travailleurs après 1946, aucun n'a depuis lors suscité de dynamique de généralisation[26].

On peut alors se demander pourquoi il n'y a pas eu de grève de masse depuis 1946. Pas même durant les périodes d'insubordination ouvrière des années 1960-1970, en dépit des grèves d'ampleur nationale organisées par les postiers et les routiers, des grèves politiques

des mineurs, de la diffusion des grèves sauvages, il n'y eut de grève générale ou de grève de masse impliquant l'activité coordonnée de différents syndicats.

Une raison pourrait bien consister dans la disparition des réseaux de solidarité qui existaient dans les quartiers ouvriers traditionnels, la bureaucratisation des syndicats, la fossilisation des unions locales, au fait que les réseaux militants de la gauche politique ne sont pas assez vastes ou puissants pour faire la différence.

Une autre raison, bien sûr, tient au fait que les grèves de solidarité ont été rendues illégales en 1947 suite au vote de la loi Taft-Hartley modifiant la loi sur les relations de travail (*National Labor Relations Act*). Pour ne rien arranger, depuis cette époque (parfois même avant), le plupart des syndicats ont accepté d'introduire des clauses anti-grève dans leurs contrats – rendant ainsi les grèves de solidarité pendant la période de validité du contrat doublement illégales, et le syndicat passible de poursuites judiciaires. Pour la plupart des « bureaucrates syndicaux » (*business unionists*) des dernières décennies, c'était suffisant pour faire disparaître définitivement l'idée de grève générale de leur horizon.

Quoiqu'il en soit, les grèves de masse et les vagues de grèves ne sont ni respectueuses du droit, ni nécessairement des dirigeants syndicaux. Elles ont souvent été dénoncées par ces dirigeants et presque toujours combattues par les autorités, déclarées illégales par les tribunaux et attaquées par la police ou l'armée d'une manière ou d'une autre, ce qui ne les a pas empêchées de croître. Sans compter qu'elles ont dans l'histoire des États-Unis souvent été initiées par en bas, comme on l'a souligné, balayant dans leur sillage les dirigeants syndicaux conservateurs aussi bien que les radicaux.

La vague de grèves avec occupations qui fit le lit des syndicats industriels du CIO au milieu des années 1930 fut à l'origine dénoncée par les états-majors syndicaux. Elles étaient illégales, durent affronter les injonctions des tribunaux et furent réprimées sans relâche par la police. En dépit de tout cela, la grande occupation de General Motors en 1936-36 inspira un millier d'autres occupations dans les mois qui suivirent[27].

Une question encore plus importante, afin d'évaluer les possibilités d'une grève de masse aux Etats-Unis, est celle des conditions pour de telles actions. Comme on l'a avancé plus haut, les fluctuations économiques ne sont pas décisives. Les grèves de 1877 et 1886 sont survenues dans des années de croissance, tandis que celles de 1919, 1934 et 1946 eurent lieu pendant des phases de récession ou de faible croissance et de chômage élevé. Les conditions qui produisent ces soulèvements ont plus à voir avec les attaques directes contre les conditions de vie et de travail – les efforts pour accroître les taux absolu ou relatif de survaleur à travers l'accroissement des heures de travail, la réduction des salaires, la réorganisation et l'intensification du travail.

Bien qu'une analyse exhaustive des conditions touchant la majorité de la classe laborieuse aux États-Unis et ailleurs ne soit pas dans l'intention de cet article, deux observations doivent être faites. Premièrement, les attaques contre les conditions de vie et de travail qui ont cours presque partout dans le monde apparaissent plus intenses et permanentes que jamais en raison de la profondeur et de la permanence de la crise capitaliste, par comparaison avec celle de 1975-82, par exemple.

En effet, la crise actuelle est d'ores-et-déjà plus profonde alors même qu'elle s'approche de la précédente en durée, sans aucun signe sérieux de rebond. Il est maintenant évident, comme l'ont montré McNally (2011), Shaikh (2010) et Moody (2012), que la croissance relative du capitalisme de 1982 à 2007 a largement reposé sur une dévaluation

considérable du travail aux États-Unis, grâce à la baisse ou au gel des salaires réels d'un côté et à l'accroissement de la productivité de l'autre.

Pour susciter la reprise ou même pour simplement stabiliser la situation, une dévaluation plus importante encore serait nécessaire, et les signes ne manquent pas pour comprendre que c'est précisément ce qu'entreprennent actuellement les patrons et les États. La crise financière est venue s'ajouter à cette pression. Une réaction de la classe laborieuse est déjà visible de l'Europe à la Chine, et il n'y a aucune raison de croire que les États-Unis resteront pour toujours à l'écart[28].

Deuxièmement, de nombreux changements dans les modes d'organisation et de production capitaliste, qui ont longtemps désorienté les travailleurs et leurs syndicats, tels que les méthodes de « *lean production* » (« juste-à-temps »), l'externalisation, la réorganisation du travail, etc., sont devenus « normaux ». Ce qui signifie qu'ils sont maintenant le lot de millions de travailleurs dans des secteurs aussi divers que la production industrielle, le commerce, les services publics ou la santé, avec les mêmes effets néfastes.

En outre, comme on l'a dit plus haut, la fragmentation du travail et de la production s'incarne dans un réseau de chaînes de valeur et de production à flux tendu qui sont hautement vulnérables aux perturbations. Cela pourrait fournir le point de départ d'une grève de masse si un groupe clé perturbait ces chaînes en solidarité avec un autre.

Franchir « l'étape décisive »

Que doivent donc faire les militants socialistes et syndicaux si le seul fait d'appeler ou de s'appuyer sur les appels de dirigeants syndicaux à la grève générale a peu de chances de marcher[29] ? La première et la plus évidente tâche est de sensibiliser à la question, d'analyser notre propre expérience passée et celle d'autres pays aujourd'hui, plus en détail que je n'ai pu le faire ici, afin que les travailleurs connaissent mieux cette arme considérable.

Reproduire simplement les résolutions ou les appels à la grève générale n'est pas la meilleure façon de sensibiliser à la question. De tels actes, parce qu'ils sont souvent le fait de fractions réduites dans les syndicats, ont d'autant moins de chances d'avoir un effet qu'ils sont régulièrement mis en échec. Les discussions individuelles et collectives avec les collègues de travail ont plus de chances d'avoir un impact. Des articles, des brochures et même peut-être des livres sur le sujet pourraient également être utiles. Des ressources comme *Labor Notes* ou Labourstart.com peuvent contribuer à populariser l'idée.

Mais le travail de sensibilisation ne suffit pas. Les militants anticapitalistes et syndicaux doivent réfléchir à ce qu'ils pourraient faire au cas où l'opportunité se présente. Autrement dit, comment nous préparer au mieux ? Comment préparer nos syndicats, au moins à l'échelon local, à franchir cette étape décisive qui seule fait la différence ?

Le combat pour la démocratie syndicale est crucial, parce qu'il renforce le pouvoir de la base et réduit la capacité de dirigeants conservateurs à décourager les actions. C'est une solide organisation à la base, sur les lieux de travail, qui rend l'action possible. Les stratégies de mobilisation employées lors des grèves appuyant les négociations « routinières » ou des revendications particulières offrent d'autres moyens de préparation par la pratique. Les actions intersyndicales et les mobilisations de masse sans grève, comme celles que nous avons connues dans le Wisconsin, l'Ohio et ailleurs, peuvent avoir

aussi une dimension d'entraînement.

La construction de réseaux entre les courants syndicaux critiques, les organisations politiques et les unions locales actives comme celle de Madison, ou les réseaux informels qui se sont formés localement et nationalement au fil des ans à travers les publications, les conférences et les formations de *Labor Notes*, peuvent aider les grèves à se propager dans de bonnes conditions. À des moments-clés, l'usage des réseaux sociaux peut aussi étendre une vague de grève.

De ce point de vue, pour la première fois depuis longtemps une nouvelle génération de militants syndicaux semble se former. On peut le voir en premier lieu à travers le développement des conférences de *Labor Notes* au cours des dernières années. La réponse positive de nombreux syndicats au mouvement *Occupy*, les explosions du Wisconsin et de l'Ohio sont d'autres signes des changements en cours dans le mouvement ouvrier organisé, même si ces changements n'ont pas atteint les échelons supérieurs. S'il est sûr que ces développement ne créeront pas en soi les conditions d'une grève générale, ils peuvent permettre d'exploiter au mieux ces conditions et dans ce sens, peut-être, d'influer sur les possibilités du moment autant que de poser les bases pour une forme de prise de conscience qui rende la grève de masse possible.

L'idée d'une grève générale surgit de temps en temps dans les contextes de luttes en cours, particulièrement celles qui dépassent les formes routinières. Le soulèvement de 2011 dans le Wisconsin fut, bien sûr, un de ces cas. Les manifestations de masse et l'occupation du Capitole pointèrent dans cette direction et en effet les unions syndicales locale et régionale (*South Central Federation of Labor*, *Central Labor council* de Madison) avancèrent cette idée dans la discussion.

Il n'y eut pas de grève générale, peut-être parce que l'expérience exaltante des manifestations de masse, le sens de la solidarité dans l'action étaient en eux-mêmes trop nouveaux. Une petite idée de ce qui aurait pu se passer émergea cependant dans l'atelier consacré au Wisconsin lors de la conférence *Labor Notes* de 2012.

Ce n'était pas une proposition, encore moins l'« exigence » que quelqu'un appelle à ce genre d'action. C'était plutôt un commentaire, presque en passant, que fit un pompier de Madison au sujet des actions de son syndicat. Il décrivait le rôle des pompiers dans l'occupation du Capitole, qu'ils avaient organisée par équipes afin qu'aucun ne manque au travail. Notant que les enseignants avaient choisi de cesser le travail en se mettant en congés maladie, il émit l'hypothèse que lui et ses collègues, et peut-être d'autres, auraient dû suivre leur exemple.

Ce qu'il suggérait était en apparence modeste. Mais c'était un potentiel pas en avant et, s'ils l'avaient fait, d'autres n'auraient-ils pas suivi ? N'est-il pas probable qu'une vague d'arrêts-maladie eussent pu déboucher sur une grève de masse ? Le réseau nécessaire à sa diffusion était là, dans les rues, les rassemblements de masse et l'occupation.

Réfléchir après coup est plus facile que de prendre une décision audacieuse dans le cours de l'action. Néanmoins, ces considérations nous rappellent qu'au moment où les attaques contre la classe laborieuse s'intensifient et que de plus en plus de travailleurs résistent, les chances augmentent que des opportunités se créent comme en 1919, 1934, 1946 et 2011 dans le Wisconsin. C'est dans ces moments que la mobilisation exige de savoir franchir l'étape décisive.

Septembre/Octobre 2012, *Against The Current*, 160.

Traduit par Karel Yon, avec Ugo Palheta et Soraya Guenifi.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

références

références

⇧**1** Davis, M (2009) Comrade or Brother?, London, 61-62; Du Bois, W.E.B. (1998) Black Reconstruction in America,1860-1880, New York, 53-83.

⇧**2** Renshaw, R. (1967) The Wobblies, New York, 67-68; Dubofsky, M (2000) We Shall Be All, 94.

⇧**3** Roller, A (1905) The Social General Strike, Corvus Edition, www.corvusdistribution.org.

⇧**4** Roller, 6, 8-10.

⇧**5** Boyer, R and Morais, H (1955) Labor's Untold Story, Pittsburgh, 287.

⇧**6** Greeman, R (2011) "General Strikes and Massive Demonstrations Challenge Neoliberal Reforms in France," *New Politics*, Vol XIII No 3 (Summer), 9.

⇧**7** Singer, D (2002) *Prelude to Revolution: France in May 1968*, Boston, 156-157.

⇧**8** La grève générale britannique de 1926 constitua un cas hybride. Elle fut appelée par la centrale syndicale TUC (*Trade Union Congress*) en solidarité avec les mineurs victimes d'un lock-out, dura neuf jours, paralysa l'industrie et fut ensuite interrompue par le TUC précisément parce qu'elle prenait un caractère révolutionnaire, avec l'émergence spontanée de comités d'action, et qu'elle menaçait de plus en plus sérieusement le gouvernement.

⇧**9** Voir : Luxemburg R., « La grève de masse, le parti et les syndicats » (partie 2).

⇧**10** *Ibid.* Il s'agit plus ou moins de la caricature de certaines positions syndicales qui voyaient la grève générale comme le prolongement de luttes plus limitées.

⇧**11** Voir : Luxemburg R., art. cit.

⇧**12** Voir : Luxemburg R., « La grève de masse, le parti et les syndicats » (partie 3).

⇧**13** *Ibid.*

⇧**14** Voir : Trotsky L., *1905*.

⇧**15** Voir : Trotsky L., *1905*.

⇧**16** Voir : Luxemburg R., « La grève de masse, le parti et les syndicats » (partie 3).

⇧**17** Brecher, J (1997) Strike!, updated edition, Boston, 13-37.

⇧**18** Cité dans Brecher, 36.

⇧**19** Montgomery, D (1980) "Strikes in Nineteenth-Century America," Social Science History 4(1), 92.

⇧**20** Brecher, 47.

⇧**21** Freidman, G (1999) "U.S. Historical Statistics: New Estimates of Union Membership in the United States, 1880-1914," Historical Methods 32(2), 78. Brecher, 39-63.

⇧**22** Nelson, B.C. (1988) Beyond the Martyrs: A Social History of Chicago's Anarchists, 1870-1900, New Brunswick, 178-184.

⇧**23** O'Connor, H (2009) Revolution in Seattle, Chicago, 121 passim.

⇧**24** Lipsitz, G (1994) Rainbow at Midnight: Labor and Culture in the 1940s, 120-154.

⇧**25** Weir, S (sans date) “1946: The Oakland General Strike”.

⇧**26** Il y a eu les deux types de grève au nord de la frontière avec le Canada, où quelque chose comme une vague de grèves de masse s’est développée au milieu des années 1970, et où une série de grèves générales plus limitées dans l’espace et le temps furent appelées au milieu des années 1990 à l’occasion des journées d’action dans l’Ontario.

⇧**27** Preis, A (1964) Labor’s Giant Step, New York, 62-63.

⇧**28** Pour plus de détails, voir McNally, D (2011) Global Slump, Oakland CA; Moody, K (2012) “Contextualising Organised Labour in Expansion and Crisis: The Case of the US,” Historical Materialism 20(1): 3-30; and Shaikh, A (2010) “The first great depression of the 21st century,” in Panitch, L, Albo, G and Chibber, V (2010) The Crisis This Time, The Socialist Register 2011, London, 44-63.

⇧**29** Plus inefficaces encore sont les motions pour la grève générale visant à « démasquer » la bureaucratie syndicale, car elles présupposent que la conscience de la nécessité de la grève existe déjà à la base. La sensibilisation procède bien plus de la discussion que de résolutions formelles adoptées dans l’enceinte confidentielle des réunions syndicales.